

*l'Anti*capitaliste

n°791 | 12 mars 2026 | 2 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE



ZOOM

Municipales 2026. Le 15 mars, renforcer la gauche de combat, construire un front antifasciste

Page 3

INTERNATIONAL

Moyen-Orient. Guerre contre l'Iran, l'escalade impérialiste

Page 4

ARGUMENTS

Municipales 2026. Le logement, un droit élémentaire

Page 5

CHAMP LIBRE

Entretien avec Ugo Palheta sur la fascisation

Page 8

Édito

8 mars et ça repart !

Par AURÉLIE-ANNE THOS

Après la mort du militant néonazi à Lyon le 14 février, notre camp social faisait face à une vague de diabolisation médiatique extrême. Nous n'avions pas encore eu l'occasion d'une véritable réponse et, dans le contexte électoral, nous rassembler était difficile. Mais les organisations féministes ont gardé le cap et viennent une nouvelle fois de faire une démonstration de force à l'occasion du 8 mars : nous sommes descendues massivement dans les rues : 130 000 à Paris, 14 000 à Lyon, plusieurs milliers à Toulouse, Marseille, Grenoble, Lille...

Femmes salariées, étudiantes, jeunes, retraitées, migrantes avec ou sans papiers, femmes handicapées, femmes trans, femmes racisées... Nous nous sommes retrouvées par milliers. Il y a urgence : partout dans le monde les femmes sont les plus exposées aux attaques impérialistes, aux guerres, aux mesures antisociales, à la crise climatique et à la montée de l'extrême droite. Avec les femmes iraniennes, palestiniennes, kurdes, nous étions unies et solidaires des femmes du monde entier ! Quant aux fémonationalistes comme Némésis et Nous Vivrons, qui se disent « féministes » dans le seul but de servir leur argumentaire raciste, elles n'ont pas leur place parmi nous et n'auront pas réussi leur entreprise sordide de récupération de nos luttes. Le 8 mars sert aussi à ça : se rappeler notre capacité collective. Ensemble nous sommes plus fortes et nous pouvons gagner ! Contrairement à ce que Stérin et Bolloré voudraient faire croire : non, le mouvement social n'est pas atone, il n'est pas paralysé, il n'est ni mort ni porté disparu. Notre droit de réponse est dans la rue.

Nous avons la responsabilité d'aller plus loin et d'entraîner le reste du mouvement social avec nous. D'une certaine façon, notre nombre nous oblige. Nous devons nous mobiliser contre la guerre, contre la militarisation du monde, contre la montée de l'extrême droite, contre la destruction de tout ce que nous défendons. Lors des manifestations contre le G7 en Suisse mi-juin, mais aussi et surtout dès le 14 mars contre le racisme et le fascisme : battons le fer tant qu'il est chaud.

Bien dit

Némésis,
casse-toi,
les féministes
sont antifa !

Ce slogan des manifs du 8 mars 2026 marque bien la nette clarification que le mouvement féministe a réussi à imposer face aux discours de légitimation du fémonationalisme.

À la Une

Le 14 mars, contre le racisme et le fascisme, reprenons la rue

Dans un contexte de fascisation accélérée en Europe et en France, marqué par une nouvelle offensive raciste contre les migrantEs, la banalisation de l'extrême droite et la montée de l'islamophobie, les mobilisations contre le racisme et le fascisme prennent une importance particulière.

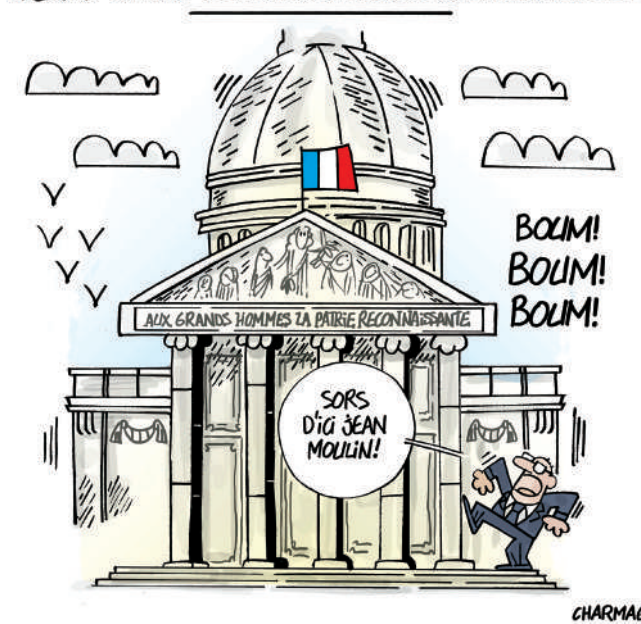
Le 9 mars, la commission des libertés civiles du Parlement européen a adopté une version encore plus violemment raciste du règlement dit « Retour », sur l'expulsion des sans-papiers. Ce texte a été imposé à la faveur d'une manœuvre de la droite menée par François-Xavier Bellamy, avec le soutien de l'extrême droite. Interdictions d'entrée permanentes, détentions facilitées, et surtout création de centres de retour hors de l'Union européenne. L'UE veut ainsi créer des camps de concentration pour étrangerEs refouléEs dans des pays partenaires. On pensait difficile de faire pire que les CRA...

Cette convergence entre droite et extrême droite s'inscrit dans une dynamique de fascisation à l'échelle du continent. Les politiques migratoires européennes reposent de plus en plus sur la sous-traitance des expulsions et des frontières à des États tiers, au mépris des droits fondamentaux. L'extrême droite impose son agenda dans le débat public, jusqu'à devenir un partenaire politique pour des droites traditionnelles de plus en plus alignées.

Un climat international marqué par la guerre et le racisme colonial

Les guerres et les politiques impérialistes alimentent un climat où la vie des peuples est considérée comme une variable secondaire face aux intérêts des grandes puissances. À Gaza et en Cisjordanie, le massacre de la population palestinienne se poursuit avec la complicité des puissances occidentales. L'escalade militaire au Moyen-Orient, avec l'agression contre

LAURENT NUÑEZ VEUT FAIRE LA CHASSE AUX ANTIFASCISTES



CHARMAG

l'Iran et l'extension des conflits dans la région, s'inscrit dans cette même logique de domination et de violence (lire page 4). Le racisme colonial déshumanise les victimes. L'islamophobie joue un rôle central dans ce dispositif : elle permet de désigner un ennemi intérieur et d'entretenir un climat justifiant l'invisibilisation, la répression et les violences de tous types : institutionnelles, de groupuscules fascistes et individuelles.

Fascisation et islamophobie en France

En France aussi, la banalisation de l'extrême droite libère la violence. Des locaux syndicaux ou associatifs et des permanences politiques sont attaqués, des militantEs et éluEs de gauche sont agressés. À Strasbourg, une liste municipale soutenue par la gauche radicale a dû se retirer face à des menaces de mort. Les attaques contre des organisations politiques

ou syndicales se multiplient, tandis que le récit imposé par les fascistes après les affrontements de Lyon s'est imposé sans difficulté dans une large partie du champ médiatique.

L'islamophobie occupe une place centrale dans cette offensive réactionnaire. Droite et extrême droite rivalisent pour exclure les personnes musulmanes de l'espace public. À Chalon-sur-Saône, le maire sortant LR a tenté d'interdire aux femmes voilées d'assister aux conseils municipaux, avec le soutien du RN. À Metz, la campagne municipale a été marquée par une intrusion fasciste dans une mosquée. À Annecy, l'extrême droite mène campagne contre la construction d'un lieu de culte musulman.

Cette offensive se déploie aussi dans le monde du travail. À l'hôpital public, à la RATP, à l'université ou dans le secteur privé, les discriminations visant les salariéEs musulmanEs se

multiplient. Entre interdictions du hijab, surveillance des pratiques religieuses et précarité accrue, l'islamophobie constitue aujourd'hui l'un des principaux vecteurs du racisme d'État.

Faire front dans la rue et dans les urnes

La riposte s'organise. Après la forte mobilisation féministe du 8 mars, la Marche des solidarités appelle à manifester le 14 mars partout dans le pays contre le racisme, les fascistes et les violences d'État. Dans un contexte de menaces et d'attaques contre les organisations politiques et syndicales, cette journée doit être un moment de solidarité et de mobilisation massive.

Le lendemain, le 15 mars, se tiendra également la journée internationale de lutte contre l'islamophobie. Des initiatives que nous soutenons cherchent à faire du 15 mars un levier de véritable mobilisation pour changer les rapports de force.

La lutte contre la fascisation ne fait que commencer. Elle se joue dans nos mobilisations féministes, antiracistes et écologiques, dans les luttes sociales pour des conditions de vie dignes, pour l'égalité des droits, pour l'augmentation des salaires et des pensions. Elle se joue aussi dans les élections municipales, où il s'agit d'empêcher la droite et l'extrême droite de gagner du terrain (lire ci-contre).

Plus que jamais, il est urgent de faire front. Les organisations politiques, syndicales et associatives doivent agir ensemble pour rappeler une évidence : face au racisme, au fascisme et aux politiques autoritaires, notre force reste la solidarité et la mobilisation collective.

Olivier Lek Lafferrière



À Saint-Étienne. NPA-A 42



À Lyon. NPA-A 42



À Paris, photos du cortège anticolonial, du NPA-A et d'un collage féministe. PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Acturama

La mobilisation du 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes et des minorisées de genre, a été cette année particulièrement importante. Massive, plus de 200 000 personnes partout en France, combative, et résolument antifasciste. Enfin un point d'appui pour reprendre des forces et l'initiative dans un climat plombant.

MUNICIPALES 2026 Le 15 mars, renforcer la gauche de combat, construire un front antifasciste

Le premier tour des municipales se déroule dans un contexte de fascisation globale. Dans de nombreux pays, l'extrême droite est déjà au pouvoir ou impose une partie de son agenda. En France aussi, elle ne cesse de gagner du terrain : la droite, toujours plus réactionnaire, s'aligne sur ses positions et une partie importante du champ médiatique lui est acquise.

Cette dynamique connaît ces dernières semaines une accélération brutale. À la suite de la mort du militant néo-fasciste Quentin Deranque, une offensive politico-médiatique s'est déployée pour criminaliser l'antifascisme et délégitimer une partie de la gauche, pendant que les idées de l'extrême droite continuent de se banaliser dans le débat public. L'extrême droite entend se servir des municipales comme d'un tremplin pour poursuivre son ascension et renforcer son implantation locale.

Affirmer une gauche de combat au premier tour

Pour le NPA-l'Anticapitaliste, ces élections doivent au contraire être un point d'appui pour construire un front antifasciste, unitaire et de rupture, ancré dans les mobilisations et dans les besoins populaires. La progression de l'extrême droite n'est pas une fatalité. Elle peut être empêchée si elle rencontre un camp social organisé, capable de porter des alternatives et de reconstruire des mobilisations collectives. La lutte contre la fascisation ne se joue pas uniquement dans les élections. Elle suppose aussi de reconstruire des solidarités concrètes, de renforcer les mobilisations sociales et de mener la bataille politique contre les idées réactionnaires. Mais les scrutins comptent aussi : ils peuvent contribuer



à modifier le rapport de force et à empêcher l'extrême droite de transformer ses succès électoraux en implantation durable (lire page 8 l'entretien avec Ugo Palheta). Nous luttons contre l'offensive réactionnaire sur tous les terrains : dans la rue, comme le 14 mars après la forte et belle mobilisation féministe du 8 mars (cf. page 2) ; mais aussi dans les urnes, en votant massivement pour les listes de la gauche radicale. Celles qui portent des mesures d'urgence sociale ; qui défendent les biens communs contre la

prédation capitaliste ; qui combattent sans concession le racisme et particulièrement l'islamophobie, qui caractérisent tant de politiques municipales.

Front antifasciste au second tour et au-delà

Le premier tour doit donc permettre d'exprimer clairement le choix d'une gauche ancrée dans les luttes et tournée vers les besoins populaires. Mais il doit aussi préparer le second tour. Or ce qui s'annonce est préoccupant : divisions à gauche et refus de fusion dans des configurations où la droite, voire l'extrême droite, pourrait l'emporter. Alors que LFI propose un front antifasciste de second tour, le sectarisme du PS mène toute la gauche dans le mur. Pourtant, dans la situation actuelle, nous ne pouvons pas nous permettre de prendre le risque de laisser des villes gagnables aux mains de la droite. Pour les communes et leurs habitantEs. Mais aussi parce que, face à la progression de l'extrême droite aux niveaux national et international, chaque espace compte pour organiser la résistance. Le premier tour doit donc être celui de l'affirmation d'une gauche de combat. Et le second doit être celui de l'unité. Nous appelons à refuser les exclusives et les cavaliers seuls, et à la fusion des listes de gauche au second tour à la proportionnelle de leur score du premier. Au-delà de ces élections municipales, le NPA-l'Anticapitaliste continue d'œuvrer pour un front antifasciste durable, pour que l'ensemble des organisations politiques, syndicales et associatives s'unissent pour construire une riposte militante partout dans les villes, les quartiers, les lieux d'études et les entreprises. **Manon Boltansky**

No comment

Le demi-siècle qui vient sera un âge d'armes nucléaires

Discours du PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE sur la dissuasion nucléaire de la France, Ile Longue, 2 mars 2026 (lire page 6). Oui, il y a urgence à reconstruire un vaste mouvement antimilitariste avant qu'il ne soit trop tard !

Agenda



Samedi 14 mars, manifestations «Non! Au racisme, aux fascistes, aux violences d'État». Paris, 14 h, Nation. Marseille, 14 h, Porte d'Aix. Lyon, 14 h 30, Place Bellecour. Toulouse, 14 h 30,

Francois-Verdier. Nice, 14 h, Gare Thiers. Nantes, 14 h, Miroir d'Eau. Montpellier, 14 h 30, Place de la Comédie. Strasbourg, 14 h, Place Kléber. Bordeaux, 14 h, Place de la Bourse. Lille, 14 h 30, Porte de Paris. Rennes, 14 h 30, Place de la République...

Samedi 14 mars, Offensive festive contre l'extrême droite, Cergy (95). 15 h-1 h, concerts à partir de 19 h, à La Lanterne à Cergy Saint-Christophe.

Vendredi 20 mars, Projection-débat Hommage à la Catalogne, Les Lilas (93). À 20 h, un Lieu pour respirer, 15, rue Chassagnolle, 93260 Les Lilas.

Vendredi 3 avril, repas solidaire du Comité de soutien à Tran To Nga, Paris 5°. À 19 h au foyer Vietnam (place Monge), sur réservation ▶ (adultes 25€ -enfants 15€)



Samedi 30 mai, montée au Mur des Fédérés, Paris (75). À partir de 10 h, place des Fêtes (sous réserve), manifestation à 14 h 30 en direction du cimetière du Père Lachaise, rue des Rondeaux dans le 20°.



Le NPA-l'Anticapitaliste en campagne, présent sur 41 listes

Pour les élections municipales des 15 et 22 mars, les comités du NPA-l'Anticapitaliste sont engagés dans la campagne d'une quarantaine de listes à travers le pays, auxquelles ils participent directement ou qu'ils soutiennent activement. Les configurations locales sont très diverses, mais elles illustrent chaque fois notre politique, à la fois unitaire et révolutionnaire, dans la continuité de notre engagement dans le Nouveau Front populaire. Dans plusieurs villes — Alençon, Quimper, Montreuil, Tournissan, etc. — des camarades sont en position éligible.

Alençon (61) : «Gauche unie»
Johnny Lafresnaye (NPA-A)
Liste large (militantEs LFI, Les Écologistes, NPA-A, Pôle citoyen, PCF)

Antibes (06) : «Réinventons Antibes Juan-les-Pins»
Jérôme Legavre (LFI)
Liste LFI, Les Écologistes, NPA-A

Arles (13) : «Union pour Arles»
Nicolas Koukas (PCF)
Liste PCF, PS, Génération Écologie, Place Publique, NPA-A, L'Après, Debout!, GRS, Génération-s

Bordeaux (33) : «Rouge Bordeaux Anticapitaliste»
Philippe Poutou (NPA-A)
Liste large conduite par le NPA-A avec des syndicalistes et des militantEs de collectifs de luttes locales

Carcassonne (11) : «Carcassonne Unité Populaire»
Jihed Tayebi (citoyen)
Liste LFI, NPA-A

Castres (81) : «Liste Union Populaire pour Castres»
Ariane Rosenau (LFI)
Liste soutenue par NPA-A, Génération-s, PEPS, et Alternative Communiste

Colomiers (31) : «VoxPop!»
François Lépineux (LFI)
Liste LFI, NPA-A, POI

Cusset (03) : «Cusset Alternative Populaire»
Brice Mollier (non écarté)
Liste d'union de la gauche avec une majorité de PCF, LFI, NPA-A, une PS, une écologiste et beaucoup de non encartés (en référence au NFP)

Évreux (27) : «Union populaire d'Évreux»
Nathalie Charlier (LFI)
Liste citoyenne, à l'initiative de LFI, soutenue par le NPA-l'Anticapitaliste

Gaillac (81) : «Gaillac Populaire»
Gabriel Caramusa (LFI)
Liste LFI, PCF, NPA-A, citoyenNEs

Garges-lès-Gonesse (95) : «Union de la gauche et citoyenne»
Samy Debah
Liste LFI, militantEs PS, PCF, NPA-A, associations

Gérardmer (88) : «Gérardmer Nature Solidarité»
Éric Defranould (NPA-A)
Liste large, divers gauche

Ivry (94) : «Front Populaire Ivryen»
Philippe Bouyssou (PCF)
Liste PC, Les Écologistes, LFI, Génération-s, L'Après, NPA-A, Élus du Tiers Citoyen

Launay (56) : «Union populaire et solidaire»
Maïla Caho (LFI)
LFI, NPA-l'Anticapitaliste, référence au NFP

Lorient (56) : «Lorient en commun»
Damien Girard (Les Écologistes)
Les Écologistes, PCF, Assemblée des quartiers, Nouvelle Donne, L'Après, Debout, NPA-l'Anticapitaliste, Parti pirate, Génération-s, Breizh emren ha disuj, Pays de Lorient en transition, et près de 50% de citoyenNEs non encartés

Marseille (13) : «Marseille fière et populaire»
Sébastien Delogu (LFI)
Liste LFI, REV, VAI

Metz (57) : «Metz en commun»
Charlotte Leduc (LFI, ex députée NUPES)
Liste LFI, NPA-A, Génération-s

Moissac (82) : «Moissac, Fier-e-s et Solidaires»
Estelle Hemmami (PS)
NFP sans LFI

Montauban (82) : «Montauban de Gauche, Écologiste et Citoyenne»
Samira Chikhi (Génération-s)
C23, LFI, Génération-s, Montauban citoyenne, NPA-A, PCF, société civile

Montreuil (93) : «Vive Montreuil!»
Patrice Bessac (maire sortant PCF)
Liste PCF, Les Écologistes, PS, L'Après, Génération-S, NPA-A, Parti animaliste

Nice (06) : «Nice Front Populaire»
Mireille Damiano (Viva!)
Liste LFI, Viva!, Assemblée occitane du pays nissart, Ensemble pour une gauche alternative!, NPA-A, Parti de Gauche, Vert l'Avenir, PEPS

Oyonnax (01) : «Oyonnax en commun»
Loïc Monnier
Liste PCF, LFI, PS, Les Écologistes, NPA-A, non encartés dont antifas

Pau (64) : «Nouvelle Ère»
Jérôme Marbot (PS)
Liste PS, PCF, Les Écologistes, L'Après, Génération-s, Génération écologie, Place publique, Parti animaliste, NPA-A

Pontoise (95) : «La Liste»
Julie Vadebeaux
Pontoise à Gauche Vraiment - gauche sociale, écologique et féministe.

Quimper (29) : «Union pour Quimper, solidaire et populaire»
Marie Lauwers (LFI) et Jean-Paul Debost (NPA-A)
Liste citoyenne soutenue par LFI, NPA-A et Gauche Bretonne

Remiremont (88) : «Un vent d'espoir pour Remiremont»
Xavier Alain
Collectif citoyen

Rennes (35) : «Faire mieux pour Rennes»
Marie Mesmeur (députée LFI)
Liste LFI, soutenue par NPA-A

Roanne (42) : «L'avenir à gauche en Roannais»
Franck Besson (Collectif 88%)
Liste Collectif 88%, PCF, PS, Les Écologistes, Parti animaliste, Debout! et des Insoumis

Romans-sur-Isère (26) : «Gauche Populaire Romanaise»
Marie-France Grimmer (LFI)
Liste LFI, PG, NPA-A et non-encartés

Saint-Ferriol (11) : «Pour un village uni»
Clément Legrand
Avec Nadine L'Hénoret, NPA-A, en deuxième position

Saint-Ouen (93) : «Pour Saint-Ouen»
Manon Monmirel (LFI)
Liste LFI, NPA-A, Génération-s, REV

Saint-Malo (35) : «Voies communes»
Céline Yadav (Les Écologistes) et Alain Guillard (non encarté)
Liste citoyenne soutenue par Les Écologistes, LFI, NPA-A, PCF, PS

Saint-Nazaire (44) : «Ensemble Soyons Saint-Nazaire»
Violaine Lucas (sans étiquette)
Liste soutenue par PCF, LFI, NPA-A, Les Écologistes, Debout!, Génération-s

Sarlat (24) : «Sarlat 2026 La Relève»
Luis Ferreyra (LFI)
Liste citoyenne de gauche et écologiste soutenue par PCF, LFI, L'Après, Génération-s, NPA-A et par Sébastien Peytavie, député NFP

Sotheville-lès-Rouen (76) : «Ensemble agissons pour Sotheville écologique, sociale, démocratique»
Alexis Vernier et Julie Godichaud
Liste LFI, Les Écologistes, Génération-s, NPA-A, la REV.

Tarbes (65) : «Tarbes Citoyenne Écologique et Solidaire»
Hervé Charles (PCF)
Liste PCF, L'Après, NPA-A, collectif de citoyens TCES

Thiais (94) : «Thiais Pour Tous»
Jean Lony (LFI)
Liste LFI, PS, PC, Les Écologistes, NPA-A, non-encartés

Toulouse (31) : «Demain Toulouse à gauche et écologiste»
François Piquemal (LFI)
Liste LFI, Assemblée des quartiers, NPA-A

Tournissan (11) : «Agir ensemble pour Tournissan»
Daniel Spagni (Aline Zézima, NPA-A, en position 2)
Liste citoyenne autour de la démocratie participative

Vernon (27) : «Vernon demain»
Amandine Liard (PCF)
Liste PCF, LFI, Les Écologistes

Vichy (03) : «Union des Gauches Vichyssoises»
Hussein Bonnaud (LFI)
Liste LFI, NPA-A, PCF



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

Rédaction : redaction@npa2009.org	Tirage : 1800 exemplaires
Diffusion : diffusion@lanticapitaliste.org	Directrice de publication : Penelope Duggan
Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex	Secrétaire de rédaction : Olivier Lek Lafferrière
Numéro ISSN : 2269-3696	Graphisme : Ambre Bragard
Commission paritaire : 1225-C-93922	Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois Tél. : 01 48 70 42 21 Mail: rotoimp@wanadoo.fr
Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).	

MOYEN-ORIENT Guerre contre l'Iran, l'escalade impérialiste

La guerre impérialiste déclenchée le 28 février 2026 par Donald Trump et Benyamin Netanyahu contre la République islamique d'Iran devient chaque jour plus destructrice.

Carnage pour les populations

Les États-Unis et Israël frappent non seulement l'appareil militaire et sécuritaire du régime, mais aussi des infrastructures civiles comme les centrales de dessalement de l'eau de mer et des zones résidentielles. Les bombardements visant des sites pétroliers, des raffineries et des réserves de pétrole, notamment à Téhéran, constituent également des catastrophes écologiques. Les populations civiles en sont les premières victimes : on compte déjà plus de 1700 morts.

Dans les villes touchées, les habitantEs font face à des pénuries et à une flambée des prix, alors même que le soulèvement récemment écrasé dans le sang par le régime avait commencé sur la question de l'hyperinflation. Les forces de sécurité imposent un ordre martial dans les zones urbaines, multipliant les checkpoints.

Renforcement politique du régime

Sur le plan politique, la guerre renforce la position de la direction des Gardiens de la révolution qui, malgré de lourdes pertes, vient d'imposer Mojtaba Khamenei comme Guide suprême en remplacement de son père. Élu par l'Assemblée des experts, Mojtaba Khamenei est depuis longtemps une figure influente du régime. Resté dans l'ombre de son

Les bombardements israélo-américains contre l'Iran font déjà des centaines de victimes civiles et font planer la menace d'une déstabilisation régionale majeure. Le régime de Téhéran tente de resserrer les rangs tandis que la guerre s'étend.



père Ali Khamenei, il entretient des liens étroits avec la direction des Gardiens de la révolution et connaît bien les mécanismes internes du pouvoir. Il a joué un rôle important dans les répressions des nombreux soulèvements depuis 2009.

Sur le plan religieux, sa légitimité reste faible. Avant sa nomination, il n'était qu'hodjatoleslam, un rang relativement modeste dans la hiérarchie du clergé chiite, même s'il sera probablement élevé au rang d'ayatollah. Il n'a jamais prononcé de discours politique public et tire surtout son influence de ses réseaux au sein de l'appareil d'État ainsi que de sa puissance économique. Il est également connu pour des accusations

de corruption et de détournements de fonds se chiffrant en dizaines de milliards de dollars. Sa nomination vise avant tout à afficher la continuité du régime. Reste à savoir combien de temps il pourra survivre et conserver cette position, ce qui dépendra en partie de

l'évolution de la guerre et des décisions de Washington et Tel-Aviv.

Des capacités de riposte malgré les pertes

Militairement, le régime a subi de lourdes pertes et son système de défense anti-aérienne est largement neutralisé. La République islamique n'a jamais investi dans la protection des populations civiles : ni abris ni système d'alerte efficace n'existent. En revanche, d'importantes ressources ont été consacrées à la construction de bunkers pour les dignitaires du régime et pour les installations nucléaires et balistiques. Malgré ses faiblesses sur le plan militaire, l'Iran conserve des capacités de riposte et de nuisance. Les Gardiens de la révolution ont disséminé sur tout le territoire des rampes de lancement de missiles et de drones. Les bases américaines dans la région ainsi que des villes israéliennes sont régulièrement ciblées. La stratégie du régime iranien vise à augmenter le coût économique de la guerre afin de susciter des pressions des opi-

nions publiques occidentales contre cette intervention. Les tensions autour du détroit d'Ormuz et les attaques visant les pétromonarchies du Golfe ont provoqué une hausse importante du prix du gaz et du pétrole. Les effets se font déjà sentir en Europe et aux États-Unis avec l'augmentation du prix des carburants.

L'alignement des puissances occidentales

Cette situation déstabilise fortement la région et inquiète les États du Golfe, déjà opposés à l'intervention israélo-américaine. La Chine et la Russie, pourtant alliées de Téhéran et membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, restent diplomatiquement sur la réserve et n'ont même pas demandé la tenue d'une réunion d'urgence des Nations unies. Les États européens, à l'exception notable de l'Espagne, se sont rangés une fois de plus du côté de Trump et de Netanyahu. La décision de Macron d'ouvrir les bases françaises à l'aviation états-unienne, y compris celle

d'Istres, et de « sécuriser » la navigation dans le détroit d'Ormuz, par lequel transite 20 % du pétrole mondial, est lourde de danger car une telle action serait vécue comme une entrée en guerre par la République islamique d'Iran.

Solidarité avec les peuples du Moyen-Orient

Trump cherche toujours à négocier avec certaines factions du régime iranien, mais la forte pression sécuritaire à l'intérieur du pays empêche pour l'instant toute expression dissidente au sein du pouvoir. Quant à Netanyahu, qui mène en parallèle une guerre criminelle contre le Liban (lire l'article ci-dessous), sa stratégie consiste à affaiblir les États forts de la région et à les fragmenter, au besoin, afin que l'État d'Israël soit la seule puissance régionale. Face à cette situation désastreuse pour les peuples du Moyen-Orient, les forces de la gauche sociale et politique doivent construire un mouvement contre la guerre et pour l'arrêt de l'intervention criminelle de l'État d'Israël au Liban. La lutte contre l'impérialisme est indissociable de la lutte des peuples contre les dictatures et contre les États réactionnaires.

Le soutien aux peuples du Moyen-Orient face à la guerre impérialiste et contre l'État colonial et génocidaire d'Israël s'accompagne de notre solidarité avec les combats contre la dictature, pour le droit à l'autodétermination, la justice sociale, l'égalité et la liberté dans toute la région.

Babak Kia

Dangereuse instrumentalisation de certaines forces kurdes

Six organisations nationalistes bourgeoises kurdes soutenues par Washington et Tel-Aviv ont décidé d'unir leurs forces. Cette politique, si elle aboutissait à un affrontement armé contre la République islamique d'Iran, se traduirait par une répression brutale contre les populations civiles au Kurdistan iranien et par des ripostes violentes du régime de Téhéran contre le Kurdistan irakien.

Dans ce contexte, le Parti communiste du Kurdistan (Iran) et sa branche kurde, le Komala, ont mis en garde contre ces politiques dangereuses qui feraient des Kurdes des supplétifs de l'impérialisme, des fantassins de Trump et Netanyahu. Cette politique de collaboration avec l'impérialisme étatsunien conduirait à de nouveaux drames et de nouvelles trahisons du mouvement national kurde et des aspirations légitimes du peuple kurde.

Gaza, Cisjordanie, Liban : la continuation du génocide

En parallèle de sa guerre en Iran, Israël poursuit la colonisation à Gaza et en Cisjordanie et intensifie brutalement son offensive au Liban. Les bombardements et les déplacements massifs de population se multiplient, avec une complaisance des puissances occidentales qui témoigne une fois de plus du peu de valeur accordée aux vies arabes.

La guerre en Iran faisant la une des journaux, l'État israélien continue sa politique de colonisation de toute la Palestine historique. Profitant d'une plus faible exposition, Israël continue de tuer et d'étendre son contrôle sur Gaza. Même si l'aide humanitaire a partiellement repris, Israël maintient des restrictions absurdes sur l'entrée de nombreux produits, invoquant leur possible « double utilisation » (civile et militaire). En Cisjordanie, la dynamique que nous évoquons la semaine dernière s'est encore accélérée : quatre PalestinienNEs ont été tués à Masafer Yatta, au sud d'Hébron, dans des crimes restés impunis. L'élan donné par l'administration israélienne favorise ces passages à l'acte.

Terrible extension de l'offensive au Liban

Mais le plus effrayant reste l'extension de la guerre au Liban. Israël a lancé une offensive d'ampleur en plein milieu de son attaque contre l'Iran, prétextant des tirs de roquettes du Hezbollah sur son territoire — les premiers de ce type depuis novembre 2024. Pourtant,

Israël a violé près de quinze mille fois le cessez-le-feu conclu en novembre 2024, a maintenu son contrôle sur plusieurs localités du sud et a même commencé à y construire une muraille, dans la plus pure tradition de cet État d'apartheid. Le bilan de ce « cessez-le-feu » sur les quinze derniers mois s'élève déjà à cinq cents LibanaisEs tuésEs, principalement dans le sud.

La situation actuelle prolonge donc la dynamique précédente, mais à une intensité bien plus élevée. Des dizaines de bombardements ont frappé des localités du sud du Liban. À l'heure où nous écrivons, selon le ministre de la Santé libanais, 394 personnes ont été tuésEs, dont 83 enfants, depuis le début de la guerre contre l'Iran. Comme souvent, Israël vise les hôpitaux : plusieurs ont cessé de fonctionner, et des équipes médicales et des ambulances ont été prises pour cibles.

Offensive sur Beyrouth et sa banlieue

Pire encore, en dehors de tout cadre légal et en violation du droit international, Israël a ordonné l'évacuation de quartiers entiers de



la banlieue sud de Beyrouth. On estime que cette décision a déjà déplacé près de 700 000 personnes, soit 13 % de la population du Liban. Un tel afflux provoque des difficultés majeures dans tout le pays, notamment en matière de logement et d'approvisionnement alimentaire. Les images de familles entières coincées sur les plages près de Beyrouth en témoignent.

Sûr de son impunité totale, Israël a même organisé un commando d'assassins, déguisés en soldats libanais, pour récupérer — sans

rire — les restes d'un soldat tué en 1986. L'opération, qui s'est soldée par un échec, a fait plus de quarante morts et laissé un trou béant dans le cimetière du village visé. S'il fallait un exemple de la déshumanisation à l'œuvre dans la politique de l'État sioniste, celui-ci est éclairant : des ossements vieux de plus de quarante ans pèsent davantage que la vie et la mort d'Arabes d'aujourd'hui.

Que valent les vies arabes ?

La condamnation purement formelle de l'offensive contre le Liban par Macron et Barrot ne fait qu'ajouter l'insulte à la déshumanisation. Tout en taisant les atrocités génocidaires commises par Israël, ils appellent à désarmer... le Hezbollah. Jamais la vie des Arabes n'aura semblé compter aussi peu que dans cette séquence, dont la gravité est largement sous-estimée en Europe : il s'agit d'une extension du génocide, avec les mêmes méthodes qu'à Gaza — et pour les mêmes objectifs.

Édouard Soulier

À Lire sur le site



Aux États-Unis, le mouvement antiguerre se développe lentement, par Dan La Botz

Un logement d'abord !

Les élections municipales sont l'occasion de faire le point sur la situation du logement, du non-logement, du mal-logement, dans les villes où nous menons campagne.

Un sans-abrisme meurtrier, des expulsions records, des millions de demandeurEs de logements sociaux... Précaires, étudiantEs et travailleurEs sont frappéEs pendant que les loyers explosent et que la spéculation enrichit les plus riches.

État des lieux

Il y a d'abord celles et ceux qui sont tout simplement privéEs de logement. C'est l'État qui est responsable de la prise en charge de l'hébergement d'urgence, mais les municipalités sont en première ligne dans la lutte contre le sans-abrisme qui, chaque année, tue hiver comme été. Le dramatique compteur du site Les morts de la rue affiche pour 2025 le nombre de 945 décès, et 105 depuis le début de l'année 2026. C'est juste insupportable ! Pour sa part, la Fondation pour le logement a rendu son rapport 2026, qui est accablant ! Près d'un million de personnes ne disposent pas d'un logement personnel, qu'elles vivent à la rue, dans un squat ou un bidonville, en hébergement d'urgence ou accueillies chez un tiers. 350 000 personnes restent sans domicile, en hausse constante. Plus de 2,8 millions de demandeurEs attendent un logement social. 35 % des ménages ont eu froid dans leur logement en 2025. 24 556 expulsions locatives ont été effectuées avec le concours de la force publique en 2024, un record historique, en hausse de 223 % en 20 ans. 2 159 enfants dorment à la rue, sans solution d'hébergement après un appel au 115, dont 503 de moins de trois ans et 171 bébés de moins d'un an, en augmentation de 30 % depuis 2022.

Inégalités sociales, mal-logement, sortir du cercle vicieux !

Sans-papiers vouéEs aux campements et aux squats, mal-logement, loyers insupportables, manque de logements sociaux, délais d'attente, galère étudiante, saisonnierEs et travailleurEs en zone tendue (Pays basque, Bretagne), notre camp social subit des discriminations indécentes. Dans le même temps, les riches se gavent : la spéculation immobilière les enrichit et détruit nos villes et nos campagnes. La recherche du profit règne sur l'immobilier et « se démocratise » en lançant sur le marché une offre de logements en location de courte durée, qui fait miroiter des profits « privés », qui se traduisent par une flambée des prix et un accès au logement de plus en plus difficile en zone tendue.

La campagne des municipales met en débat les solutions qui permettent de sortir de ce piège. Le NPA-A participe à un grand nombre de listes qui portent des propositions de rupture : remettre en cause la loi de la jungle immobilière, mettre en place des plans d'urgence pour organiser le logement pour tous, viser le zéro sans-abrisme, et s'engager en solidarité avec des campagnes européennes pour le logement d'abord.



ÉLECTIONS
MUNICIPALES 2026

**REPRENONS LES
COMMUNES !**

LE LOGEMENT, UN DROIT ÉLÉMENTAIRE

Chaque année, au moment de la rupture de la trêve hivernale à la fin du mois de mars, de la reprise des expulsions locatives, les associations qui militent pour le droit au logement se mobilisent et manifestent pour dire que le logement est la base d'une vie digne, sans laquelle rien ne peut être construit, et que le mal-logement est un fléau qui pourrit la vie. Avec elles, nous affirmons partout, par nos campagnes à l'occasion des élections municipales, que le logement est un droit élémentaire dont il faut imposer le respect !

Dossier coordonné par Vincent Gibelin

Les exigences du DAL pour les municipales

Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits des demandes formulées par le DAL (association pour le droit au logement) dans une adresse aux candidatEs aux élections municipales (les intertitres sont de la rédaction). Les listes auxquelles nous participons défendent des mesures pour le logement qui correspondent le plus souvent à ces demandes.

STOP ANRU !

Mettre fin aux politiques d'urbanisme ayant pour effet de chasser les classes populaires ou de les empêcher de s'installer :

- Arrêt des opérations ANRU, de requalification, de changements d'usage, de ventes ou de démolition de logements sociaux ;
- Arrêt des opérations immobilières spéculatives pour promoteurs et investisseurs ;
- Réalisation exclusive de logements sociaux et d'équipements publics lors d'opérations de résorption de l'habitat insalubre et relogement des habitantEs sur place ou dans la commune ;
- Atteindre au plus vite, pour les communes retardataires, l'objectif prévu par la loi SRU, de 25 % de logements sociaux ;
- Dans les foyers de travailleurs migrants, résidences sociales ou étudiantes, défendre le respect du droit à la vie privée, maintien des solidarités collectives mises en place par les résidents (cuisine collective, gestion des salles de réunion...) pas d'expulsion et relogement des hébergéEs.

STOP LOGEMENT CHER !

- Agir contre le logement cher, la pénurie de logements locatifs, l'essor de la fraude aux règles d'urbanisme et aux rapports locatifs ;
- Encadrement des loyers et prise en charge du contrôle et des sanctions ;
- Bloquer les expulsions par des arrêtés anti-expulsion du maire, en vertu de ses pouvoirs de police, organiser le relogement, renforcer la prévention des expulsions ;
- Application stricte des lois limitant les locations touristiques et les résidences secondaires et mise en œuvre des sanctions financières et des mesures de compensation ;
- Mettre en place un service municipal ou intercommunal du logement doté d'un budget suffisant, afin de protéger les locataires contre la fraude locative et les aider à faire valoir leurs droits face aux bailleurs fraudeurs ;
- Réquisition des immeubles de logements et de bureaux vacants de riches propriétaires, de sociétés ou de l'administration, en vertu de leurs pouvoirs de police, pour les sans-abris et les très mal-logéEs ;
- Mise à disposition des immeubles et logements communaux vacants ;
- Interdiction des arrêtés anti-mendicité et du mobilier urbain « anti-SDF » et « anti-jeunes » ;
- Respect du droit à une domiciliation dans la commune de son choix.

POLITIQUE DU LOGEMENT



UN LOGEMENT DIGNE

Un logement digne et décent pour les locataires de l'OPH de la ville, de l'interco, des coopératives HLM et chez tous les bailleurs où la ville est représentée :

- Arrêt des hausses de loyers et des charges, des expulsions, des ventes, des démolitions et des changements d'usage ;
- Entretien des immeubles et réhabilitations douces sans hausse de loyer avec matériaux écologiques, entretien et réparation des ascenseurs.

ADMETTRE LA DIVERSITÉ

- Intégrer la diversité de l'habitat dans les politiques de logement et d'urbanisme (habitat mobile, réversible) et le soutien aux projets de leurs usagers (aire d'accueil, terrains familiaux locatifs, ...).
- Cesser les expulsions, les destructions de domiciles et la chasse à l'habitat de survie (bidonvilles, cabanes, habitat informel...).

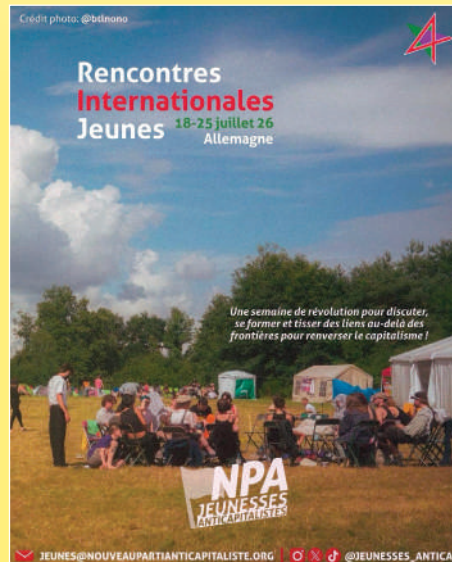
DES QUARTIERS CONVIVIAUX, ACCUEILLANTS, SAINS, ÉCOLOGIQUES

- Création ou entretien d'espaces de vie dans les quartiers (parc, espace de jeux, culture, services publics...) ;
- Prioriser les transports en commun, leur gratuité et la mobilité douce sur tout le territoire urbain et rural ;
- La santé et l'écologie dans les villes pour tous, sans discrimination (réduire les dégagements de CO₂, des voies de circulation et des zones industrielles, soutenir les réhabilitations thermiques, agir contre les métaux lourds et l'amiante dans l'habitat, les PFAS et les pesticides dans l'air et l'eau potable...) ;
- Rendre les logements et les quartiers accessibles à toutes et tous ;
- Ramassage des déchets et traitement des nuisibles aux abords de nos immeubles ;
- Garantir les libertés associatives : mise à disposition de locaux, domiciliation... ;
- Défendre l'instauration du droit de vote des résidents locaux étrangers aux élections locales.

En bref

IV^e Internationale. Rencontres

Internationales Jeunes 2026. Du 18 au 25 juillet 2026 en Allemagne, auront lieu les Rencontres Internationales Jeunes (RIJ). Les RIJ sont un camp politique international pour les jeunes, militantEs ou non. Chaque jour, des ateliers, conférences et activités sont organisés au sujet des luttes sociales, féministes, anti-racistes, LGBTI mais aussi de la solidarité internationale, de la théorie marxiste et de l'écossocialisme. Pour s'inscrire, il suffit de remplir le formulaire en lien ! N'hésitez pas à nous envoyer un MP ou un mail à : jeunes@nouveau-parti-anticapitaliste.org pour avoir plus d'informations.



Licenciements. SEB supprime

2100 postes. Le groupe d'électroménager SEB a annoncé fin février un plan d'économies pouvant conduire à la suppression de jusqu'à 2100 postes dans le monde, dont potentiellement 500 en France, soit environ 7% de ses effectifs. La direction invoque une concurrence asiatique « plus rapide et plus intense » et assure que ces départs se feront sur la base du « volontariat ».

En France, sept entités seraient concernées, notamment les sites de Pont-Évêque (Isère), Mayenne, Rumilly (Haute-Savoie) ou encore le siège d'Écully près de Lyon. Les suppressions toucheraient surtout les activités « support » : finance, ressources humaines, logistique, marketing ou développement produit. Localement, 27 postes doivent disparaître à Selongey (Côte-d'Or) et plusieurs départs à la retraite ne seront pas remplacés à Is-sur-Tille. La CGT dénonce un plan « très violent ». Sa secrétaire générale Sophie Binet appelle le gouvernement à prendre des mesures fortes pour protéger l'industrie, notamment un moratoire sur les licenciements. Pourtant, SEB a réalisé plus de 8 milliards d'euros de chiffre d'affaires et 245 millions de bénéfices, et son action a bondi après l'annonce du plan.

Répression. Jean-Paul Delescaut relaxé.

La cour d'appel de Douai a prononcé la relaxe de Jean-Paul Delescaut, secrétaire général de l'UD CGT du Nord, poursuivi pour « apologie du terrorisme » et « provocation à la haine antisémite ». Les poursuites visaient un communiqué syndical publié le 10 octobre 2023 sur la situation en Palestine occupée. Signalé par le préfet, le responsable syndical avait subi perquisition et arrestation à l'aube avant d'être condamné en première instance par le tribunal de Lille.

La décision de la cour constitue un désaveu pour cette tentative de criminalisation de l'expression syndicale. La CGT salue une victoire et rappelle que les organisations syndicales ont toute leur place dans le débat politique et international. Cette affaire s'inscrit dans un contexte d'usage extensif du délit d'« apologie du terrorisme », de plus en plus mobilisé contre des militantEs, syndicalistes ou responsables politiques. Ce sont des centaines de procédures qui sont en cours. La définition extrêmement floue de ce chef d'accusation en fait une arme politique contre la solidarité internationaliste.

NUCLÉAIRE Macron relance l'arme atomique

En annonçant une « dissuasion avancée » et un renforcement de l'arsenal nucléaire, Macron relance la logique de course aux armements et tourne le dos aux politiques de désarmement.

Le 2 mars, sur la base opérationnelle de l'Île Longue, devant le dernier sous-marin nucléaire, le *Téméraire* (!), Macron a annoncé un tournant décisif dans la doctrine d'emploi de l'arme nucléaire.

Dissuasion nucléaire renforcée et étendue

Jusqu'à présent, la dissuasion nucléaire était étroitement liée à une vision gaulienne de l'indépendance nationale (nourissant le fantasme d'une France puissante et respectée). Aujourd'hui, la « dissuasion avancée » étendrait le parapluie nucléaire à plusieurs pays européens. Les armes nucléaires permettraient de faire de la gesticulation « nucléaire » en déployant des avions français équipés de leurs ogives nucléaires chez les partenaires européens. Macron annonce en même temps une augmentation et une modernisation des ogives nucléaires, ainsi que la construction d'un nouveau sous-marin nucléaire lanceur d'engins.

Ce renforcement de l'arsenal nucléaire n'a aucune justification, puisque nous disposons déjà de suffisamment de ressources pour anéantir n'importe quel agresseur... et la planète entière !

Une bombe utilisable sur le champ de bataille

Pour le président, l'arme nucléaire ne serait plus l'arme de dernier recours contre un éventuel agresseur, mais pourrait être consi-

RÉARMEMENT DÉMOGRAPHIQUE



dérée comme une arme de bataille. Il utilise même la notion d'« ultime avertissement », un concept nouveau, très discutable et très dangereux : un pas vers son emploi possible. Avec cet affaiblissement de la frontière entre armes classiques et arme nucléaire, Macron s'inscrit de manière explicite dans un nouvel âge de l'arme nucléaire : « *Le demi-siècle qui vient sera un âge d'armes nucléaires* », un horizon dominé par le nucléaire où Macron/Zeus serait investi du pouvoir de vie et de mort...

Un virage à l'opposé du désarmement

Cette prise de position de la France est un signal fort de participation à la course aux armements nucléaires. Cette banalisation de l'arme nucléaire (et de son usage) rend progressivement acceptable ce qui devrait rester impossible.

Alors que les tensions géopolitiques sont à leur niveau maximum, mettant en jeu des puissances nucléaires (Russie, États-Unis, Israël, Inde, Pakistan), il est urgent de relancer une politique internationale de désarmement nucléaire. Comment les diplomatie française et européenne pourront-elles défendre de manière crédible la non-prolifération lors de la prochaine conférence d'examen du TNP (Traité de non-prolifération), du 27 avril au 22 mai, tout en valorisant l'intérêt des armes nucléaires pour leur propre sécurité ?

Absence de débat démocratique

Aucune consultation parlementaire n'a précédé cette annonce et aucun débat à l'Assemblée nationale n'est programmé. Le président prévient qu'aucune information ne sera donnée quant au nombre d'ogives nucléaires supplémentaires. De même, les négociations sur les conditions d'emploi entre pays européens (notamment avec le Royaume-Uni, autre puissance nucléaire européenne) se mèneront à l'écart des instances de débat public.

Pour stopper la dérive militariste des dirigeants de l'UE, le mouvement contre l'armement nucléaire doit se mobiliser et réagir vite et fort — en lien avec le mouvement anti-guerre, les associations contre le nucléaire civil et tous nos partenaires européens.

Dominique Boury

LIMOGES Procès du déferlement numérique

Cinq ans après une vaste opération policière menée avec les moyens de l'antiterrorisme, deux militantEs sont jugés à Limoges pour des sabotages contre le compteur Linky et la 5G.

Les 19 et 20 mars 2026 à Limoges, à la suite d'une enquête menée avec les moyens de l'« antiterrorisme », deux personnes devront répondre des accusations d'« association de malfaiteurs » et de « dégradations de biens par moyens dangereux pour les personnes ». Les faits incriminés sont des sabotages par incendie (véhicules Enedis et antennes-relais), réalisés en opposition au déploiement du compteur Linky et de la 5G, en février 2020 et janvier 2021. Le 15 juin 2021, la répression « antiterroriste » — composée de la SDAT (Sous-direction antiterroriste), du PSIG (Peloton spécial d'intervention de la gendarmerie), du GIGN (Groupement d'intervention de la gendarmerie nationale), de la police judiciaire et de la gendarmerie du secteur — intervenait en Limousin (Haute-Vienne et Creuse) contre plusieurs personnes soupçonnées d'avoir commis des sabotages visant à dénoncer le déploiement du compteur Linky puis de la 5G. Le procès arrive cinq ans après.

L'Anticapitaliste interviewe deux membres du Comité de soutien aux inculpés du 15 juin.

Le comité de soutien a lancé l'« Appel du vivant » : pouvez-vous nous en parler ?

C'est un texte que nous avons rédigé collectivement pour dénoncer les destructions environnementales et sociales qu'induit le déploiement massif de technologies. Sociales, car les relations humaines sont impactées, tout comme les conditions de travail.

Avec cet appel, il s'agit d'ouvrir un débat dans la société sur l'informatisation de nos vies et de notre organisation sociale, afin

de susciter une prise de conscience plus large des dégâts provoqués par ces choix technologiques qui nous sont imposés, sans débat, sans consultation ni concertation. Vorace en eau, en énergie et en ressources minières, ce modèle consumériste repose sur une logique de prédation et de pillage que les écosystèmes ne sont déjà plus en capacité de supporter. Aujourd'hui, avec l'intelligence artificielle, cette dynamique connaît encore une accélération.

Et nous savons que cette critique n'émane pas seulement de nous. En effet, en 2020-2021, plus de 174 antennes ont été détruites dans toute la France.

Les accusations à l'encontre des inculpés du 15 juin traduisent-elles une volonté de faire taire la résistance au tout numérique ?

Après les arrestations du 15 juin, nous avons découvert que des moyens de surveillance renforcés avaient été utilisés, bien au-delà des dispositifs policiers habituels : espionnage informatique et téléphonique, balises pour suivre les véhicules... Les mêmes méthodes que celles utilisées contre les militantEs opposés à l'enfouissement des déchets nucléaires à Bure ou contre les opposantEs aux mégabassines.

Pour les inculpés du 15 juin, la surveillance a duré près de six mois, avec survols de drones et même d'hélicoptères. Les technologies de surveillance ont été largement mobilisées dans l'enquête, tout comme des moyens financiers disproportionnés, alors que dans ces mêmes zones rurales on ferme des classes et on refuse la protection de femmes en danger au motif qu'il n'y aurait pas de moyens.

Ce qui caractérise l'enquête menée contre les inculpés du 15 juin, c'est que la police a construit un récit orienté par une lecture préétablie de ce qu'elle qualifie d'« ultra-gauche », suivant en cela l'imaginaire Tarnac du plateau de Millevaches, alors même que les personnes inculpées vivent à l'autre bout du département. Les éléments de l'enquête

PROCÈS DE LIMOGES 19 et 20 MARS 2026

48H POUR DÉNONCER LE DÉFERLEMENT NUMÉRIQUE ET SOUTENIR LES INCULPÉS DE L'AFFAIRE DU 15 JUIN 2021

RENCONTRES-DÉBATS

Mercredi 18/03 à 20h à l'EAGR, 64 av. de la Révolution

Échange avec des chercheurs et chercheuses critiques envers le déferlement numérique

Judi 19/03 à 20h Salle Marcie Proust, Beaudouin

Conférence-débat de Jean-Michel Hupé, organisée par le Cercle Gramsci

PROCÈS

Judi 19 et vendredi 20 des 8h

Rdv devant la cité judiciaire pour l'ouverture des journées de procès

En journée

Suivi du procès dans la salle d'audience

Cantines matin, midi et soir

Chorales et Fanfare invisible

Espaces d'informations et de rencontres

Samedi 20 à 10h

Assemblée de fin : enjeux et perspectives pour continuer la lutte

contact, infos et demandes d'hébergement : comite15juin@riseup.net



ont ensuite été intégrés dans ce récit déjà construit.

Comment la solidarité avec les inculpés s'est-elle organisée ?

Nous avons organisé une quinzaine de réunions et de meetings de soutien dans une douzaine de villes en France, notamment grâce au réseau des chorales militantes, mais aussi à des associations comme Écran Total (collectif né en 2013) ou StopMicro (« De l'eau, pas des puces »), mobilisées contre le tout numérique imposé et pour la défense de l'environnement.

Pendant le procès, la solidarité se poursuit : les soutiens, locaux comme nationaux, seront présents avec cantines, chorales et fanfares, mais aussi avec des moments d'échanges et de débats avec des chercheurs, dont Jean-Michel Hupé, invité pour l'occasion par le Cercle Gramsci de Limoges.

Et nous ne comptons pas lâcher le morceau, même après.

Propos recueillis par Aurélie

ANTIFASCISME « Une dynamique unitaire et militante peut empêcher la victoire du RN »

Entretien avec Ugo Palheta. Le sociologue Ugo Palheta a consacré une grande partie de ses travaux à la question contemporaine du fascisme. Son dernier ouvrage, paru en mai 2025, est intitulé *Comment le fascisme gagne la France. De Macron à Le Pen. La période que nous traversons, et tout particulièrement ses dernières séquences, nous ont amenés à solliciter ses éclairages.*

Tu insistes beaucoup sur la notion de fascisation, pour souligner qu'il s'agit d'un processus. On a l'impression qu'il y a actuellement une accélération assez sidérante dans ce processus.

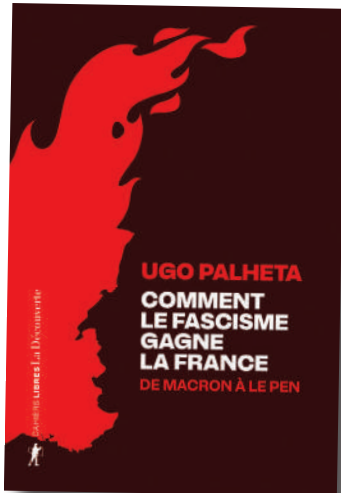
Le processus de fascisation ne doit pas être compris comme une tendance qui progresserait petit à petit et inexorablement, quoi qu'il se passe. Ce processus connaît des sauts qualitatifs, des moments de bascule comme actuellement, où les rapports de forces idéologiques et politiques peuvent se modifier dans une direction ou une autre. Deux aspects me semblent aujourd'hui particulièrement importants. Le premier est la diabolisation de La France insoumise et de l'antifascisme à la suite de la mort du militant néofasciste Quentin Deranque. Les antifascistes sont ciblés parce qu'ils ont été aux avant-postes de la plupart des grands mouvements populaires des dix dernières années, et LFI parce qu'elle a exprimé, d'une manière combative, cette contestation de masse sur le terrain de la politique institutionnelle.

Chez la plupart des grands patrons, l'option d'une coalition des droites sous domination RN a fait son chemin

Le second aspect est la normalisation de l'extrême droite. Une large partie des élites politiques et médiatiques déplacent le cordon sanitaire de l'extrême droite vers la gauche radicale pour favoriser une union des droites qui se fera inévitablement avec le RN, et très probablement sous son hégémonie. En fusionnant le « bloc central » et le bloc d'extrême droite, il s'agit de stabiliser le système politique et d'obtenir la légitimité électorale pour accélérer les régressions sociales. Cette évolution intéresse particulièrement le patronat, qui espère aller jusqu'au bout de l'agenda néolibéral de démantèlement de la protection sociale et des services publics. Chez la plupart des grands patrons, l'option d'une coalition des droites sous domination RN a fait son chemin, sur un modèle proche de l'Italie, et est devenue une possibilité crédible et même désirable.

Sous quelles formes institutionnelles l'arrivée au pouvoir d'une droite extrême pourrait-elle se matérialiser ?

Le scénario le plus probable n'est pas forcément une alliance formelle entre organisations,



qui a toujours rebuté le FN/RN. Celui-ci chercherait probablement à absorber des pans entiers de la macronie et de LR par le RN, comme on l'a vu avec Éric Ciotti, en promettant des portefeuilles ministériels et des circonscriptions gagnables. Les périodes de fascisation combinent toujours ces deux phénomènes : une extrême droite qui progresse tandis que la droite bourgeoise s'extrémise, se rapprochant de ses positions : autoritarisme d'État, racisme, criminalisation de la gauche et des mouvements sociaux.

Les périodes de fascisation combinent toujours progression de l'extrême droite et alignement de la droite bourgeoise sur ses positions

Sur ce dernier point, des caps ont d'ores et déjà été franchis ces dernières années, avec notamment la multiplication des dissolutions administratives de collectifs antiracistes, anticoloniaux ou antifascistes (et la menace lancée par Ciotti et d'autres d'une dissolution de La France insoumise). Une telle dynamique serait très probablement approfondie par le RN au pouvoir, notamment en cas de contestations sociales et de crise politique. L'engrenage liberticide, une fois enclenché, est très difficile à stopper.

Comment agir aujourd'hui pour contrer ce processus de fascisation accélérée ?

Être antifasciste, cela commence par empêcher l'implantation militante de l'extrême droite dans les quartiers, les villages, les universités ou les entreprises. Ce qui suppose une présence militante locale et un rapport de forces collectif, comme l'avait montré l'expérience de Ras l'Front dans les années 1990.

Le second aspect est l'auto-défense. Les organisations de gauche, les syndicats et les collectifs doivent être capables de protéger leurs mobilisations et leurs locaux face aux violences d'extrême droite et à la répression policière. On a terriblement besoin de collectifs antifascistes mais l'autodéfense ne doit pas être déléguée à ces collectifs ; elle doit être assumée par des organisations de masse. L'antifascisme comporte aussi une dimension idéologique et politique. Il s'agit de mener une bataille pour rendre crédibles une alternative sociale et des idées largement majoritaires dans la population — renforcement des services publics, augmentation des salaires, amélioration des conditions de travail, etc. — mais que beaucoup jugent irréalisables. La gauche doit démontrer qu'une rupture avec le néolibéralisme est possible.

Il faut aussi lutter pied à pied contre les politiques anti-migratoires, islamophobes et sécuritaires

Il faut aussi lutter pied à pied sur des terrains où la gauche est aujourd'hui minoritaire et très timorée (au mieux), notamment contre les politiques anti-migratoires, islamophobes et sécuritaires. Si la gauche ne mène pas ces batailles, l'extrême droite continuera à imposer son agenda, avec l'appui des médias dominants. Le succès de Jean-Luc Mélenchon en 2022 montre qu'il est possible de combiner un programme anti-néolibéral avec des positions fermes contre l'islamophobie ou les violences policières, tout en obtenant un soutien populaire important, notamment parmi les jeunes et dans les classes populaires urbaines.

Au NPA-L'Anticapitaliste, on pense que malgré tous les obstacles, il faut un front antifasciste de toute la gauche sociale et politique. Que penses-tu de cette perspective ?

La question de l'unité de la gauche reste centrale et ne peut pas être esquivée car aucune organisation n'a la surface sociale et la puissance politique pour vaincre seule l'extrême droite.

Cependant, l'unité ne signifie pas l'absence de débats. Elle implique aussi une confrontation sur les programmes et les orientations stratégiques. Il existe aujourd'hui deux polarités dans ce qu'on appelle traditionnellement « la gauche » : une orientation d'accompagnement du néolibéralisme, incarnée par le Parti socialiste et Raphaël

Glucksman, et une orientation de rupture avec les politiques néolibérales, racistes et autoritaires, incarnée principalement par La France insoumise.

La question de l'unité de la gauche reste centrale

L'unité doit donc être recherchée sans renoncer au débat stratégique. En revanche, instrumentaliser la lutte nécessaire contre l'antisémitisme pour disqualifier LFI en les décrétant « infréquentables », c'est se destiner à la défaite car cela revient à rendre impossible tout front commun contre l'extrême droite.

Les législatives de 2024 montrent qu'une dynamique unitaire et militante peut empêcher la victoire du RN. Les sondages annonçaient sa victoire, parfois même une majorité absolue. Pourtant, la mobilisation militante — impliquant syndicalistes, féministes, antiracistes et de nombreux citoyenNES sans expérience politique — a permis au Nouveau Front populaire d'arriver en tête. La question centrale est donc de retrouver ce type de dynamique, malgré un contexte marqué par la droitisation générale, la diabolisation de la gauche et les rivalités internes.

Propos recueillis par Olivier Lek Lafferrière



L'image de la semaine



Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
NPALanticapitaliste
lanticapitaliste
Lanticapitalis1
anticapitaliste.presse
lanticapitaliste



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°172-173 est toujours disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : l'Anticapitaliste, 2, rue Richard Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois l'Anticapitaliste chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion@lanticapitaliste.org